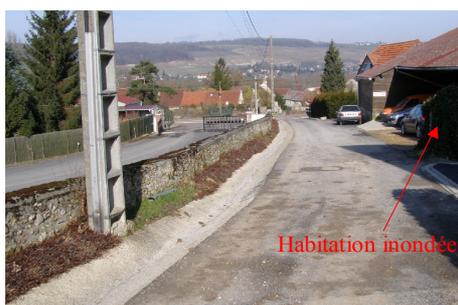


Plan de Prévention des Risques Inondations et Coulées de Boue Reuilly-Sauvigny et Courtemont-Varennnes

Règlement



APPROBATION



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L' AISNE
Direction Départementale
des Territoires

SOMMAIRE

ARTICLE 1/PORTÉE DU RÈGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
-1.1 CHAMP D'APPLICATION.....	4
-1.2 OBJET DES MESURES DE PRÉVENTION.....	4
-1.3 ADÉQUATION AVEC LE SDAGE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....	4
-1.4 EFFETS DU PPR.....	5
-1.5 RÉVISION DU PPR.....	6
-1.6 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES.....	6
-1.7 DÉTERMINATION DU NIVEAU DE RÉFÉRENCE.....	6
-1.8 DÉFINITION DU TERME VECTEUR DE RUISSELLEMENT	7
-1.9 PROCÉDURES D'ALERTE.....	7
ARTICLE 2/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE	8
-2.1 INTERDICTIONS.....	8
-2.2 AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS.....	10
ARTICLE 3/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE	14
-3.1 INTERDICTIONS	14
-3.2 AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS	15
ARTICLE 4/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE VERTE, ZONE NATURELLE À PRÉSERVER.....	18
-4.1 – INTERDICTIONS.....	18
-4.2 - AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS.....	19
ARTICLE 5/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLANCHE, AU TITRE DE SA PROXIMITÉ AVEC LES AUTRES ZONES.....	21
ARTICLE 6/ PRESCRIPTIONS ET MESURES OBLIGATOIRES POUR LE BÂTI EXISTANT.....	22
ARTICLE 7/ RECOMMANDATIONS APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS.....	23
-7.1 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES.....	23
-7.2 RECOMMANDATIONS APPLICABLES EN ZONE BLANCHE	24
-7.3 EFFETS NATURELS POSITIFS DES FORÊTS SUR L'EAU	24

ARTICLE 1/ PORTÉE DU RÈGLEMENT ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

-1.1 CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique aux communes de Courtemont-Varennes et Reuilly-Sauvigny dans le cadre de la mise en place d'un plan de prévention des risques (PPR) naturels, inondations et coulées de boue prescrit par l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2004.

Conformément à l'article L562-1 du code de l'environnement, ce règlement définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui incombent aux particuliers.

Ces dispositions s'appliquent aux biens et activités existants, ainsi qu'à l'implantation de toutes constructions ou installations nouvelles, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toutes activités, sans préjudice de l'application des autres législations ou réglementations en vigueur.

-1.2 OBJET DES MESURES DE PRÉVENTION

Selon les textes réglementaires, le PPR a vocation à :

- ▶ *interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements réalisés, la sécurité des personnes et des biens ne peut être garantie intégralement, et les limiter dans les autres zones inondables ;*
- ▶ *préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont ou en aval, ce qui implique, entre autres, d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.*

A ce titre les mesures de prévention définies ci-après, destinées notamment à limiter les dommages sur les biens et activités existants et à éviter un accroissement des dommages dans le futur, consistent :

- ▶ *soit en des interdictions relatives à l'occupation des sols, afin de ne pas augmenter (ou créer) la vulnérabilité des biens et personnes, et afin de préserver les champs d'expansion des crues*
- ▶ *soit en des mesures destinées à minimiser les dommages.*

-1.3 ADÉQUATION AVEC LE SDAGE ET AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions instaurées par le présent règlement s'appuient sur le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)** du bassin Seine-Normandie, approuvé par le préfet de région Île-de-France le 20 novembre 2009.

Ce document définit les grandes orientations dans le domaine de l'eau, qu'il s'agisse d'eaux superficielles ou d'eaux souterraines, la préservation de la qualité ou de la quantité ; Le SDAGE est destiné à être révisé périodiquement. Une révision est imposée par Loi du 21 avril 2004 transposant en droit Français la Directive Cadre sur l'Eau.

Le présent PPR en tant que document d'urbanisme, d'après le code de l'environnement doit être en adéquation avec les orientations du SDAGE à savoir :

- ▶ *protéger les personnes et les biens ;*
- ▶ *ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves ;*
- ▶ *assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues ;*
- ▶ *assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.*

Les dispositions instaurées par le présent règlement n'empêchent pas l'application de celles de l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales, de la loi sur l'eau, ou de la loi relative au développement des territoires ruraux, et plus particulièrement celles concernant :

- ▶ *la maîtrise de l'imperméabilisation des sols ;*
- ▶ *la maîtrise du ruissellement, en milieu urbain comme en milieu agricole ;*
- ▶ *le maintien des zones humides.*

-1.4 EFFETS DU PPR

Le PPR vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé par arrêté municipal aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) dans un délai de trois mois à compter de la date d'effet du PPR (soit à l'issue de la dernière des mesures de publicité de son approbation) conformément aux articles L126-1 et R126-1 du code de l'urbanisme. A défaut le préfet se substitue au maire et dispose alors d'un délai d'un an.

Dans tous les cas, les documents d'urbanisme devront être rendus cohérents avec les dispositions du PPR lors de la première révision suivant l'annexion.

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention précisées pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Ceux-ci sont également tenus d'assurer les opérations de gestion et d'entretien nécessaires pour maintenir la pleine efficacité de ces mesures.

Conformément à l'article R562-5 du code de l'Environnement, le PPR n'interdit pas les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments implantés antérieurement à son approbation, sauf s'ils augmentent les risques, en créent de nouveaux ou conduisent à une augmentation notable de la population exposée.

Les prescriptions du PPR concernant les biens existant antérieurement à la publication de l'acte l'approuvant ne portent que sur des aménagements limités, liés avant tout à la sécurité publique. Le coût de ces prescriptions reste inférieur au seuil fixé par l'article R562-5 du code de l'Environnement (seuil de 10% de la valeur vénale ou estimée des biens concernés à la date d'approbation du plan).

Conformément à l'article R562-5 du code de l'Environnement, les prescriptions sur les biens existants devront être exécutées dans un délai de 5 ans après approbation du plan.

L'article L562-5 du code de l'environnement précise que le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPR approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni par des peines prévues à l'article L480-4 du code de l'urbanisme.

Enfin, en cas de non-respect du PPR, les modalités de couverture par les assurances des sinistres liés aux catastrophes naturelles peuvent être modifiées.

-1.5 RÉVISION DU PPR

Le PPR pourra être révisé selon la même procédure que son élaboration initiale, conformément aux dispositions de l'article R562-10 du code de l'Environnement. Lorsque la révision n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique ne sont effectuées que dans les communes concernées par les modifications.

-1.6 DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

En application de l'article L562-1 du code de l'environnement, le territoire inclus dans le périmètre du PPR est réglementé selon quatre zones :

Une zone «rouge » :

Elle inclut les zones les plus exposées aux phénomènes de ruissellement, de coulées de boue et d'inondation. Ces phénomènes sont redoutables en raison de la topographie du terrain et de l'intensité de leurs paramètres physiques (phénomènes rapides, vitesse d'écoulement importante). Il semble nécessaire de les préserver de toute urbanisation pour permettre le libre écoulement des eaux et favoriser ainsi le fonctionnement hydraulique naturels du bassin versant .

Une zone « Bleue » :

Elle inclut les zones urbanisées ou non, exposées aux phénomènes de ruissellement et coulées de boue (sauf degré d'exposition exceptionnel). Elle est vulnérable mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières. Cette zone bleue est dite constructible sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte le risque.

Une zone «verte » :

Elle inclut les espaces encore indemnes de toute urbanisation, permettant de maintenir l'occupation actuelle des sols et contribuant à minimiser les risques en aval.

Une zone « blanche » :

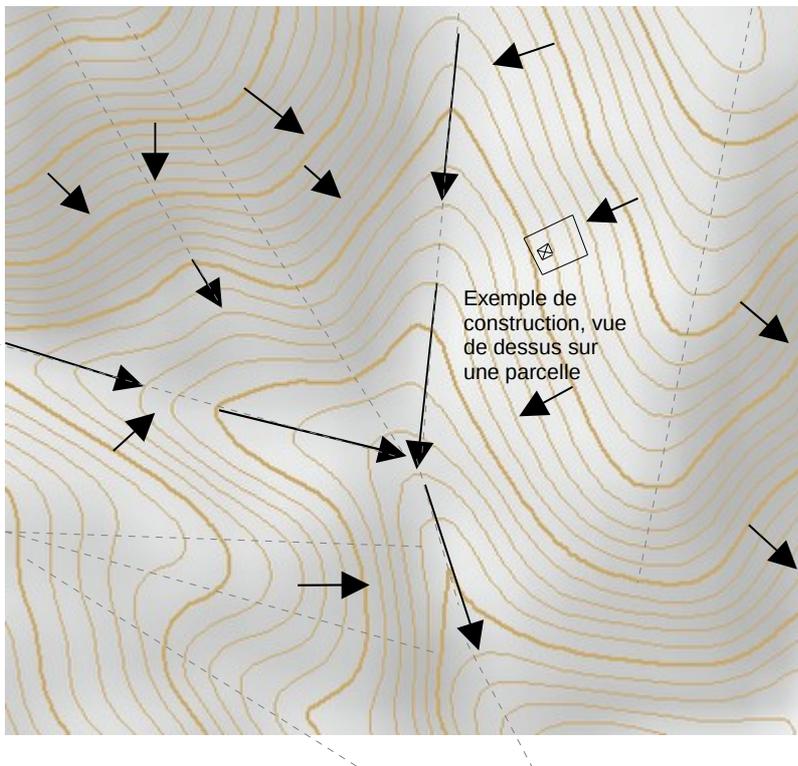
Elle peut être bâtie ou non bâtie, et n'est pas considérée comme exposée par les phénomènes de débordement de ru ou de ruissellement et coulées de boue. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones. La zone blanche concerne par défaut les terrains n'appartenant pas aux autres zones.

-1.7 DÉTERMINATION DU NIVEAU DE RÉFÉRENCE

Dans le cadre de la prévention, les éventuels aménagements autorisés doivent prendre en compte une cote de référence, jugée suffisante pour que les biens soient épargnés.

Le niveau de référence au-dessus du sol naturel de la parcelle concernée à retenir pour tout aménagement est 0,30 cm au-dessus du Terrain Naturel (TN).

-1.8 DÉFINITION DU TERME VECTEUR DE RUISSELLEMENT



Un vecteur de ruissellement est le vecteur qui matérialise la trajectoire d'une goutte d'eau par rapport au terrain naturel et donc ce fait définit l'axe de ruissellement.

Au niveau de la carte IGN, le vecteur de ruissellement est représenté par une flèche perpendiculaire à la courbe de niveau. Le vecteur de ruissellement se regarde à grande échelle au niveau des bassins versants ou des sous bassins versants et non pas à la parcelle.

Les pointillés représentent soit l'axe de concentration des eaux soit le changement de sens des vecteurs de ruissellement et ainsi la zone située entre deux lignes de pointillés correspond à un sous bassin versant.

-1.9 PROCÉDURES D'ALERTE

Compte tenu de l'imprévisibilité et de la rapidité des phénomènes, il n'existe aucune procédure d'alerte pour ce type de phénomènes. Seules les alertes émises par météo France peuvent parfois prévenir les phénomènes.

ARTICLE 2/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE ROUGE

Article	Intitulé des dispositions	Observations
2.1	Interdictions	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 2.2
2.2	Autorisations sous conditions	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 6

► **La zone rouge** recouvre les zones urbanisées ou non particulièrement exposées ou les phénomènes de ruissellement, coulées de boue et d'inondation sont redoutables en raison de l'intensité des paramètres physiques (pente forte, vitesse d'écoulement, ravinement...).

Il serait donc dangereux d'y permettre l'implantation de nouveaux biens ou de nouvelles activités. Elle nécessite d'être préservée de toute urbanisation pour permettre le libre écoulement de boues.

-2.1 INTERDICTIONS

A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 2.2, sont interdits :

► **1- Toutes nouvelles constructions soumises à permis de construire, déclaration préalable ou faisant l'objet d'un permis d'aménager** au titre du code de l'urbanisme, sauf dispositions visées à l'article 2.2.

► **2- Toute nouvelle ouverture en cave ou sous-sol, susceptible d'augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes et tout aménagement de cave ou de sous-sol à des fins de pièces habitables.**

► **3- Tout nouveau parc résidentiel de loisirs et tout nouveau terrain de camping.** En cas de sinistre (quel qu'il soit), la reconstruction des habitations légères de loisirs et le remplacement des résidences mobiles de loisirs sont interdits.

► **4- Le stationnement de caravanes et de résidences mobiles de loisirs,** autre que sur les terrains aménagés et autorisés avant la date d'approbation du PPR, ou sur le terrain où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur.

► **5-Les aires d'accueil et de grand passage** des gens du voyage.

► **6- Les aires naturelles,** terrains ayant vocation à être implantés dans les espaces naturels, notamment agricoles (dont les caractéristiques générales sont définies dans l'arrêté du 11 janvier 1993 modifié par l'arrêté du 06 juillet 2010, relatif au classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes).

► **7-Les remblais, exhaussements du sol et digues quel qu'en soit la nature et le volume, à l'exception des travaux visés à l'article 2.2-6, 2.2-7, 2.2-8 et des travaux nécessaires à l'entretien des parcelles viticoles.**

8 - **Les nouvelles installations classées pour l'environnement et l'extension** de celles existantes , sauf :

- les renouvellements de l'activité préexistante
- tous aménagements rendus nécessaires par les évolutions réglementaires
- les carrières dont l'ouverture est réglementée à l'article 2.2.9.

► **9- Le dépôt et le stockage de produits et de matériaux non polluants ou non dangereux susceptibles d'être entraînés par les eaux, à l'exception du bois de chauffage des particuliers, dans la limite de 20m³ et stockage à proximité du bâti.**

► **10- Tout nouveau stockage de produits polluants ou dangereux**, quel qu'en soit le volume, sauf dans les conditions visées au 2.2-10 ou dans le cas particulier d'une activité économique existante équipée de locaux phytosanitaires dans cette zone, sécurisée ou en cours de sécurisation (article 6).

► **11- Toutes reconstructions, après destruction totale ou partielle d'un bâtiment isolé, causée par un des phénomènes naturels étudiés, à l'exception de celles visées à l'article 2.2-4.**

► **12- Toute excavation et toute création de plan d'eau**, quel qu'en soit le volume, à l'exception des carrières (dans les conditions visées par l'article 2.2-9), et des travaux visés à l'article 2.2-6.

► **13- Toute clôture susceptible de modifier les écoulements et réduire l'expansion des crues** à l'exception des conditions visées par l'article 2.2-16.

► **14- Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible** : poste technique (dépendant d'une entreprise de distribution de l'énergie), poste de téléphonie ou de radiotéléphonie (pylône, baies techniques...).

► **15- Tout nouvel assainissement autonome par épandage**, autre que par terre d'infiltration à l'exception des mises en conformités des installations existantes. Tout appareillage ou équipement connexe en amont du terre et disposé dans le sol naturel devra être étanche à une submersion prolongée.

► **16-Toute nouvelle ouverture située à moins de 0,30 m du TN** et orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou faisant face aux coulées de boue.

► **17-Tout défrichement sur une surface supérieure à 1 hectare.**

-2.2 AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

Sous réserve des prescriptions visées à l'article 6, sont autorisés :

► **1- Les travaux d'entretien et de gestion** courants des biens et activités existants, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux, de suivre les prescriptions de l'article 2.2-13 et sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.

► **2- L'aménagement et les changements d'affectation** des biens et constructions existants, et **les extensions** strictement nécessaires à des mises aux normes d'habitabilité ou de sécurité, les vérandas, les appentis et les abris de jardin sous les conditions suivantes :

o Ne pas aggraver les risques d'inondations et coulées de boue

o Ne pas augmenter notablement la population exposée ou, selon la faisabilité, mettre en œuvre tous les moyens possibles visant à réduire au maximum la vulnérabilité aux phénomènes naturels

o Toute nouvelle emprise au sol doit être strictement inférieure à 20 m² et limitée à une seule fois non renouvelable par type d'usage, à compter de la date d'approbation du PPR ;

o Toute nouvelle emprise au sol n'est autorisée que si la propriété est déjà bâtie ;

o Ne pas augmenter les risques de nuisances ou de pollution ;

o Ne pas créer de nouvelles installations sanitaires (évier, lavabo, toilettes, douches, ...) au dessous du niveau de référence;

o Mettre hors d'eau les réseaux électriques et téléphoniques ;

o De suivre les prescriptions de l'article 2.2-13.

► **3- La reconstruction d'un bâtiment, après sinistre provoqué par un phénomène différent de ceux étudiés dans le PPR**, à condition :

o De ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette ;

o De suivre les prescriptions de l'article 2.2-13.

o Qu'aucune ouverture située à moins de 0,30 m du TN ne soit orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou face aux coulées de boue ;

o Que le premier niveau habitable soit situé à au moins 0,30 m au-dessus du TN.

► **4- La reconstruction des édifices présentant un caractère patrimonial ou architectural certain (classement ou inscription à l'inventaire des monuments historiques, ...)** sous réserve :

o De réduire la vulnérabilité des biens et des personnes ;

o De ne pas augmenter la surface hors œuvre brute ni la surface hors œuvre nette ;

o De suivre les prescriptions de l'article 2.2-13.

► **5- Les constructions et extensions de bâtiments** directement liées aux mises aux normes des activités existantes sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, que leur vulnérabilité et leur impact sur les crues soient minimisés et que les prescriptions de l'article 2.2-13 soient respectées.

► **6- Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques d'inondations pour les bâtiments existants ou destinés à réduire les conséquences des inondations à l'échelle de la vallée (par exemple : digues, bassins de rétention...), sous réserve :**

oD'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;

oDe la mise en œuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;

oQue le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;

oQue le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'Etat compétents.

► **7- Les travaux de construction ou d'aménagement d'infrastructures de transport** (routières, ferroviaires), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation des risques, qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des eaux, et que ces travaux fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant ; les ouvrages de décharge ou les ouvrages de rétablissement hydraulique devront être dimensionnés pour un phénomène centennal.

► **8- Les nouvelles constructions et infrastructures d'intérêt général, l'extension et l'aménagement de celles existantes, liées à l'acheminement et au traitement des eaux usées**, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'eau potable, à condition qu'il n'y ait pas d'alternative technique et/ou financière satisfaisante, et sous réserve de :

oPrendre toutes les dispositions pour supprimer tout risque de pollution en période de crue ;

oMinimiser l'impact sur l'écoulement des eaux ;

oRétablir le volume des champs d'expansion des crues, amputé par les travaux.

► **9- L'ouverture de nouvelles carrières, à condition :**

oDe démontrer la non-aggravation des risques en amont et en aval (étude d'impact réalisée au préalable) ;

oDe ne réaliser aucun endiguement ;

oQue les matériaux de découverte soient au minimum disposés en merlons parallèles au sens d'écoulement des eaux, voire évacués ;

oQue les matériaux exploités soient évacués au fur et à mesure de leur extraction ;

oQue l'exploitation n'induisse pas de remblais dans la zone réglementée ;

oQue l'aménagement final minimise l'impact sur l'écoulement des eaux, notamment en limitant le plus possible le nombre et la superficie des éventuels plans d'eau résiduels et en orientant ceux-ci de manière à ce que leur plus grand axe soit perpendiculaire à l'écoulement des eaux ;

oLe cas échéant, l'aménagement final pourra contribuer à la lutte contre les inondations (bassins de surstockage...), mais il devra alors être validé par les services de l'Etat compétents.

► **10- Le stockage existant de produits polluants ou dangereux**, dans une activité économique existante et déjà équipée de locaux phytosanitaires dans cette zone, dans d'une activité économique existante sécurisée ou en cours de sécurisation, ou sous réserve de respecter les conditions suivantes :

oQuantités ou concentrations inférieures aux normes fixées ;

oStockage hors d'eau.

► **11- Les fouilles à titre archéologique** dans la mesure où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

► **12- La plantation et l'exploitation de bois, forêts ou haies**, à condition :

o Que les chemins et méthodes d'exploitation prennent en compte l'écoulement des eaux, et permettent de le réduire en zone rouge « ruissellement et coulées de boue ».

► **13- Les matériaux susceptibles d'être atteints par les eaux seront choisis pour résister à une immersion prolongée.**

• Résistance à des affouillements, tassements ou érosions localisées.

► **14- Les parkings et gares routières à condition** qu'ils restent au niveau du terrain naturel, que le revêtement soit perméable à l'eau et adapté à une submersion temporaire ; les infrastructures associées (sauf bâtis soumis à permis de construire) sont également autorisées.

► **15- Les opérations d'aménagement et les constructions publiques d'intérêt général** permettant de valoriser de manière cohérente une enclave en zone urbaine, et sous les conditions suivantes :

o Le projet devra être porté par une collectivité territoriale compétente, qui en assurera la mise en place et la gestion ;

o Le projet ne devra pas aggraver les inondations en amont et en aval ;

o Pas d'hébergement permanent ou temporaire, ni de logement (sauf si nécessaire pour le gardiennage et le fonctionnement) ;

o Pas d'établissement recevant du public sensible, et notamment les établissements de types R (établissements d'enseignement et colonies de vacances) et U (établissements sanitaires) tels que définis par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié du ministère de l'intérieur ;

o Les constructions devront être réalisées sur pilotis ou utiliser toute autre technique ne perturbant pas le bon écoulement des eaux ;

o Édifier le premier niveau utile et installer les équipements sensibles au-dessus du niveau de référence 0,30 ;

o Prévoir les mesures d'évacuation adaptées pour l'ensemble des parties accessibles au public. Il devra y avoir au moins un accès non inondable pour chaque bâtiment.

o De suivre les prescriptions de l'article 2.2-13.

► **16- Les clôtures attenantes aux propriétés bâties** à condition qu'elles ne constituent pas un obstacle à l'écoulement des eaux. Les clôtures de pâture et d'élevage à condition qu'elles soient constituées au maximum de 5 fils barbelés sans grillage, avec poteaux espacés d'au moins 4 mètres, sans fondation faisant saillie sur le sol naturel. Les clôtures mobiles pouvant être retirées en cas d'alerte météorologique (de pluie ou de crue) sont également autorisées.

► **17- Les équipements d'intérêt général de sports de plein air, les installations ludiques liées à la présence de l'eau** (sports nautiques, pêche, chasse,...), et leurs constructions d'accompagnement, à l'exclusion de tout logement (sauf gardiennage), sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires et sous les conditions suivantes :

o justification de la non-aggravation du risque d'inondation ;

o implantation sous réserve de la prise en compte des impératifs de l'écoulement des crues ;

o emprise au sol maximale de la surface bâtie : 10% ;

o de caler le niveau du plancher au-dessus du niveau de référence par construction sur merlon, vide sanitaire inondable, ou pilotis ;

o pas de sous-sol.

► **18- Les réseaux techniques d'intérêt général de transport de l'énergie** (électricité, gaz) et téléphoniques, à condition de les rendre non vulnérables aux inondations et aux coulées de boue (isoler les réseaux pouvant être immergés, mettre hors d'eau les armoires téléphoniques, les installations de radiotéléphonie, les transformateurs électriques, ou tout matériel sensible, les équiper d'une mise hors service automatique, réaliser la distribution des réseaux « courants forts - courants faibles » au-dessus du niveau de référence) et de minimiser leur impact sur l'écoulement des eaux.

► **19- Les travaux d'entretien et de gestion courants et le réaménagement des terrains de camping et des parcs résidentiels de loisirs, le remplacement et l'amélioration des locaux en dur, les nouveaux locaux en dur, les locaux nécessaires au gardiennage**, à condition :

- de ne pas augmenter la vulnérabilité aux phénomènes naturels ;
- de ne pas augmenter le nombre d'emplacements de loisirs ;
- de caler le niveau du plancher au-dessus du niveau de référence par construction sur merlon, vide sanitaire inondable, ou pilotis ;
- qu'il n'y ait pas de sous-sol ;
- que l'emprise au sol de l'ensemble des installations en dur n'excède pas 10% de la superficie du terrain de camping.

► **20-L'extension des terrains de camping existants** dans la limite de 20% de leur superficie à la date d'approbation du PPR, non renouvelable, et limitée à des emplacements « tourisme ».

ARTICLE 3/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLEUE

Article	Intitulé des dispositions	Observations
3.1	Interdictions	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 3.2
3.2	Autorisations sous conditions	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 6

La zone bleue inclut les zones exposées aux phénomènes de ruissellement et de coulées de boue sauf degré d'exposition exceptionnel. Elle implique de ce fait la mise en œuvre de mesures de prévention administratives et techniques.

Elle est vulnérable au titre des ruissellements et coulées de boue mais les enjeux d'aménagement urbain sont tels qu'ils justifient des dispositions particulières.

Ces zones bleues sont dites constructibles sous réserve de prescriptions et/ou de recommandations permettant de prendre en compte les risques.

-3.1 INTERDICTIONS

A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 3.2, sont interdits :

► **1 - Toute nouvelle ouverture située à moins de 0,30 m du TN et orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou faisant face aux coulées de boue.**

► **2 - Les remblais, les exhaussements du sol, et digues généralisés à la parcelle, à l'exception des carrières (dans les conditions visées par l'article 3.2-11), des travaux visés à l'article 3.2-6, 3.2-7, 3.2-8 et des travaux nécessaires à l'entretien des parcelles viticoles.**

-3.2 AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

Peuvent être autorisés, sous réserve de conditions particulières et des dispositions applicables aux biens existants développées à l'article 6 :

► **1 - Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités existants**, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, à condition de ne pas augmenter les risques ou d'en créer de nouveaux.

► **2 - L'aménagement et les changements d'affectation des biens et constructions existants** sous réserve de ne pas augmenter les risques de nuisances ou de pollution.

• Selon les possibilités techniques: de caler le niveau du plancher des nouvelles constructions d'une emprise au sol supérieur à 20 m², au-dessus du niveau de référence (0,30 m au-dessus du TN), sauf dans le cas de prescription contraire (imposée par les services de l'Etat compétents) liée aux effets d'une servitude d'inscription des monuments historiques inscrits ou classés ;

• Selon les possibilités techniques : Qu'aucune ouverture située à moins de 0,30 m du TN ne soit orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou face aux coulées de boue ;

► **3 - La reconstruction d'un bâtiment**, à condition :

o Qu'aucune ouverture située à moins de 0,30 m du TN ne soit orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou face aux coulées de boue ;

o De caler le niveau du plancher des nouvelles constructions d'une emprise au sol supérieur à 20 m², au-dessus du niveau de référence (0,30 m au-dessus du TN), sauf dans le cas de prescription contraire (imposée par les services de l'Etat compétents) liée aux effets d'une servitude d'inscription des monuments historiques inscrits ou classés.

► **4 - La reconstruction des édifices présentant un caractère patrimonial ou architectural certain** (classement ou inscription à l'inventaire des monuments historiques, reconnaissance de la valeur par l'Architecte des Bâtiments de France), sous réserve :

o De réduire la vulnérabilité des biens et des personnes ;

► **5 - Les constructions et extensions de bâtiments** directement liées aux mises aux normes des activités existantes sous réserve que leur implantation ne puisse se faire techniquement dans une zone moins dangereuse, et que leur vulnérabilité et leur impact sur les phénomènes naturels soient minimisés.

► **6 - Les travaux de construction ou d'aménagement d'infrastructures de transport** (routières, ferroviaires), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à une augmentation des risques, qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des eaux, et que ces travaux fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant ; les ouvrages de décharge ou les ouvrages de rétablissement hydraulique devront être dimensionnés pour un phénomène centennal.

► **7 - Les travaux et installations destinés à réduire** les conséquences des risques étudiés pour les bâtiments existants ou **à l'échelle de la vallée** (par exemple : digues, bassins de rétention...), sous réserve :

oD'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;

oDe la mise en œuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;

oQue le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;

oQue le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'Etat compétents.

► **8 - Les nouvelles constructions et infrastructures d'intérêt général, l'extension et l'aménagement de celles existantes**, liées à l'acheminement et au traitement des eaux usées, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'eau potable:

oPrendre toutes les dispositions pour supprimer tout risque de pollution lors d'écoulements importants ;

oMinimiser l'impact sur l'écoulement des eaux.

► **9 - Les fouilles à titre archéologique** dans la mesure où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

► **10 - Les aires naturelles**, terrains ayant vocation à être implantés dans les espaces naturels, notamment agricoles (dont les caractéristiques générales sont définies dans l'arrêté du 11 janvier 1993, modifié par l'arrêté du 06 juillet 2010 relatif au classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes), **les aires d'accueil et de grand passage** des gens du voyage.

► **11 - L'ouverture de nouvelles carrières, à condition :**

oDe démontrer la non-aggravation des risques en amont et en aval (étude d'impact réalisée au préalable) ;

oDe ne réaliser aucun endiguement ;

oDe démontrer qu'il n'y a aucun risque de capture du cours d'eau ;

oQue les matériaux de découverte soient au minimum disposés en merlons parallèles au sens d'écoulement des eaux, voire évacués ;

oQue les matériaux exploités soient évacués au fur et à mesure de leur extraction ;

oQue l'exploitation n'induisse pas de remblais dans la zone réglementée ;

oQue l'aménagement final minimise l'impact sur l'écoulement des eaux, notamment en limitant le plus possible le nombre et la superficie des éventuels plans d'eau résiduels et en orientant ceux-ci de manière à ce que leur plus grand axe soit perpendiculaire à l'écoulement des eaux ; le cas échéant, l'aménagement final pourra contribuer à la lutte contre les inondations (bassins de surstockage...), mais il devra alors être validé par les services de l'Etat compétents.

► **12 - Tout nouveau stockage de produits polluants ou dangereux**, dans une activité économique existante et déjà équipée de locaux phytosanitaires dans cette zone, dans d'une activité économique existante sécurisée ou en cours de sécurisation (article 6) ; ou sous réserve de respecter les conditions suivantes :

oQuantités ou concentrations inférieures aux normes fixées ;

oStockage hors d'eau.

► **13 - Le dépôt et le stockage de produits et de matériaux non polluants** ou non dangereux susceptibles d'être entraînés par les eaux sont autorisés sous réserve :
•qu'ils soient stockés hors d'atteinte de l'eau, à l'exception des dépôts nécessaires à l'activité agricole.

► **14 - La plantation et l'exploitation de bois, forêts ou haies à condition que les chemins et les méthodes d'exploitation prennent en compte l'écoulement des eaux, et permettent de le réduire en amont.**

► **15 - Les nouvelles ouvertures** situées à moins de 0,30 m du TN à condition qu'elles :
oNe s'orientent pas du côté des vecteurs de ruissellement ;
oNe se situent pas face à l'axe d'écoulement des boues.

► **16 -Les nouveaux établissements recevant du public (ERP)** des types suivants (définis par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié) : J (structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées), O (hôtels et pensions de famille), R (établissements d'enseignement, colonies de vacances), U (établissements de soins), PS (parcs de stationnement couverts) et GA (gares), sous réserve du respect de certaines prescriptions :
oDe ne pas augmenter la vulnérabilité aux phénomènes naturels ;
oQu'aucune ouverture ne soit orientée du côté des vecteurs de ruissellement ou face aux coulées de boue ;
oQue le premier niveau habitable soit situé à au moins 0,30 m au-dessus du TN.

► **17 - Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible** : poste technique (dépendant d'une entreprise de distribution de l'énergie), poste de téléphonie ou de radiotéléphonie (pylône, baies techniques...) à condition qu'il soit hors d'eau. Les fondations de pylônes ne devront pas faire saillie et les locaux techniques devront être construits au-dessus du niveau TN+0,30 m. Les remblais sont interdits.

► **18 - Les parkings** à condition qu'ils restent au niveau du terrain naturel

► **19 - Les constructions neuves sous réserve** :
oNe pas réaliser d'ouvertures situées sous le niveau TN+0,30 m et orientées du côté des vecteurs de ruissellement ;
oImpact minime sur les écoulements préférentiels ;
oDe caler le niveau du plancher des nouvelles constructions d'une emprise au sol supérieur à 20 m², au-dessus du niveau de référence (0,30 m au-dessus du TN), sauf dans le cas de prescription contraire (imposée par les services de l'Etat compétents) liée aux effets d'une servitude d'inscription des monuments historiques inscrits ou classés ;

► **20 - La création de plan d'eau sous les conditions suivantes** :
oNombre et surface limités ;
oImplantation sous réserve de la prise en compte de l'écoulement des eaux ;
oQue le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents.

► **21 - les clôtures à condition qu'elles ne perturbent pas les ruissellements.**

ARTICLE 4/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE VERTE, ZONE NATURELLE À PRÉSERVER

Article	Intitulé des dispositions	Observations
4.1	Interdictions	A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 4.2
	Interdiction supplémentaire dans le cas d'une zone humide de fond de vallée	
4.2	Autorisations communes <u>sous conditions</u>	Sous réserve des prescriptions et mesures obligatoires pour le bâti existant développées à l'article 6

La zone verte inclut les zones contenant des espaces encore indemnes de toute urbanisation et nécessitant d'être préservées afin de maintenir l'occupation actuelle des sols et de minimiser les risques en aval.

En effet, si cette zone n'est pas soumise aux aléas étudiés, elle va permettre de les limiter. C'est le cas des zones humides qui vont jouer un rôle important dans la régulation des cours d'eau ou des boisements de versants qui vont limiter le ruissellement, mais aussi atténuer les phénomènes d'érosion, limiter les impacts de débordements de cours d'eau et favoriser la qualité de l'eau par le prélèvement racinaire des nitrates, matières en suspension et autres polluants.

Il s'agit notamment de préserver les versants boisés mais aussi les zones humides situées en fond de vallée qui jouent un grand rôle dans le contrôle des inondations..

-4.1 – INTERDICTIONS

A l'exception des travaux ou occupations du sol visés à l'article 4.2, sont interdits :

- ▶ **1- Toutes nouvelles occupations ou utilisations des sols soumises à permis de construire, déclaration préalable ou faisant l'objet d'un permis d'aménager** au titre du code de l'urbanisme, sauf dispositions visées à l'article 4.2.
- ▶ **2- Tout nouveau parc résidentiel de loisirs et tout nouveau terrain de camping.**
- ▶ **3- Les aires d'accueil et de grand passage** des gens du voyage.
- ▶ **4- Les nouvelles installations classées pour l'environnement**, sauf dans le cas d'évolutions réglementaires (évolution des installations soumises au RSD qui passeraient au régime des ICPE).
- ▶ **5- Les remblais, les excavations, les exhaussements du sol et digues** quel qu'en soit la nature et le volume, à l'exception des travaux visés à l'article 4.2-1, 4.2-3, 4.2-4 **et des travaux nécessaires à l'entretien des parcelles viticoles.**
- ▶ **6- Toute clôture susceptible** de modifier notablement les écoulements.
- ▶ **7- Les parkings et les gares routières.**
- ▶ **8- Tout défrichement** sur une surface supérieure à 1 hectare excepté dans le cadre de l'article 4.2-10.
- ▶ **9- L'assainissement autonome par épandage**, sauf s'il comprend un terre d'infiltration.

-4.2 - AUTORISATIONS SOUS CONDITIONS

Peuvent être autorisés, sous réserve de conditions particulières :

► **1- Les travaux et installations** destinés à réduire les conséquences des risques à **l'échelle de la vallée** (par exemple digues, bassins de rétention...), sous réserve :

- oD'une justification technique (notamment mesure de l'impact hydraulique) et économique du projet ;
- oDe la mise en œuvre de mesures compensatoires si nécessaire ;
- oQue le projet soit porté par une collectivité compétente, une association foncière et/ou une association syndicale autorisée qui en assurera la mise en place et la gestion ;
- oQue le projet fasse l'objet d'une validation par les services de l'État compétents.

► **2- Les équipements d'intérêt général de sports de plein air, les installations ludiques liées à la présence de l'eau** (sports nautiques, pêche, chasse,...) et leurs constructions d'accompagnement, à l'exclusion de tout logement (sauf gardiennage) et sous réserve d'obtenir les autorisations nécessaires.

► **3- Les travaux** de construction ou d'aménagement d'**infrastructures de transport** (routières, ferroviaires, fluviales), et les installations nécessaires à leur fonctionnement, sous réserve que ces travaux ne conduisent pas à amplifier ou créer de nouveaux risques, qu'ils prennent en compte les impératifs de l'écoulement des eaux et fassent l'objet de mesures compensatoires le cas échéant.

► **4- Les nouvelles constructions et infrastructures d'intérêt général**, liées à l'acheminement et au traitement des eaux usées, ainsi qu'au captage et à la distribution de l'eau potable, à condition qu'il n'y ait pas d'alternative technique et/ou financière satisfaisante, et sous réserve de minimiser l'impact sur l'écoulement des eaux.

► **5- Les travaux d'entretien et de gestion courants** des constructions et installations nouvellement implantées par les articles 1 à 4 du paragraphe 4.2, sauf s'ils créent de nouveaux risques ou conduisent à une augmentation de la population exposée.

► **6- Les fouilles à titre archéologique** dans la mesure où elles sont réalisées de manière à minimiser d'éventuelles perturbations à l'écoulement des eaux.

► **7- Les aires naturelles**, terrains ayant vocation à être implantés dans les espaces naturels, notamment agricoles (dont les caractéristiques générales sont définies dans l'arrêté du 11 janvier 1993, modifié par l'arrêté du 06 juillet 2010 relatif au classement des terrains aménagés pour l'accueil des campeurs et des caravanes).

► **8- La plantation et l'exploitation de bois, forêts ou haies** sous réserve :

- oDe limiter autant que possible la création d'embâcles en recépant les arbres penchés ou déracinés en bordure de cours d'eau et en retirant les grosses branches et troncs qui seraient tombés à proximité ou dans le cours d'eau ;
- oQue les chemins et méthodes d'exploitation prennent en compte l'écoulement des eaux, et permettent de le réduire sur les versants boisés.

► **9- Toute installation nouvelle d'un poste de communication sensible** : poste technique (dépendant d'une entreprise de distribution de l'énergie), poste de téléphonie ou de radiotéléphonie (pylône, baies techniques...).

► 10- Le défrichage dans le cadre de l'extension de l'activité viticole dans un périmètre AOC sous réserve :

- De ne pas augmenter la vulnérabilité aux phénomènes naturels.
- Que les chemins et méthodes d'exploitation prennent en compte l'écoulement des eaux, et permettent de le réduire (étude hydro-viticole).
- Des dispositions applicables du code forestier.

ARTICLE 5/ DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE BLANCHE, AU TITRE DE SA PROXIMITÉ AVEC LES AUTRES ZONES

C'est une zone sans occupation du sol prépondérante, elle peut être bâtie ou non bâtie, et n'est pas considérée comme exposée par les phénomènes de débordement de ru, ruissellement et coulées de boue. Cependant, quelques dispositions doivent y être respectées, notamment au titre de sa proximité avec les autres zones.

La zone blanche concerne par défaut les terrains figurant sur les documents graphiques n'appartenant pas aux autres zones, situés soit en périphérie de ces zones, soit au milieu de ces zones.

► Dispositions au titre de sa proximité avec les autres zones :

o Tout maître d'ouvrage d'un aménagement en zone blanche, situé à proximité d'une zone inondable rouge, bleue ou orange, s'assure que celui-ci se trouve effectivement hors d'atteinte de l'eau. Dans le cas contraire, y rattacher les dispositions visées pour la zone bleue. Faire particulièrement attention aux sous-sols et aux ouvertures qui peuvent facilement devenir vulnérables.

o Les collectivités devront, conformément à la réglementation en vigueur (L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), réaliser les études utiles à la maîtrise des eaux pluviales sur leur territoire.

o Avec l'appui de ces études, toute nouvelle construction devra faire l'objet de mesures de maîtrise des eaux pluviales avec si possible une des solutions suivantes :

- o- Infiltration si le sol le permet ;
- o- Rétention / stockage dans le cas contraire.

ARTICLE 6/ PRESCRIPTIONS ET MESURES OBLIGATOIRES POUR LE BÂTI EXISTANT

Les prescriptions suivantes s'appliquent également aux biens futurs mais aussi pour les biens existants dans un délai de 5 ans (conformément à l'article R562-5 du code de l'environnement) :

- ▶ **1** - Dans les zones de débordement de ruis, munir les réseaux eaux usées et/ou pluviaux d'un dispositif anti-retour ou d'une vanne permettant d'isoler de l'extérieur.
- ▶ **2** - Pour les organismes gestionnaires des réseaux (électricité, téléphone, gaz), obligation de se mettre en conformité avec les dispositions suivantes :
 - Isoler et protéger les réseaux des effets de l'immersion ;
 - Installer hors d'atteinte de l'eau les armoires téléphoniques, les transformateurs électriques ou tout matériel sensible ;
 - Équiper d'une mise hors service automatique les réseaux de gaz, d'électricité et de téléphone.
- ▶ **3** - Installer hors d'atteinte de l'eau les équipements sensibles existants et déplaçables uniquement à l'occasion de leur renouvellement ou de travaux : réseaux, équipements et appareils électriques, électroniques ou téléphoniques, installations de chauffage...
- ▶ **4** - Les terrains de camping et parcs résidentiels de loisirs existants doivent se conformer aux prescriptions relatives à la sécurité (notamment vis à vis des inondations) établies par le décret n°94-614 du 13 juillet 1994. Les résidences mobiles de loisirs et les caravanes doivent, par définition, rester mobiles. En cas de crue, leur évacuation doit être prévue par une procédure appropriée.
- ▶ **5** - Le stockage existant de produits polluants ou dangereux (tels qu'hydrocarbures, gaz, engrais liquides ou solides, pesticides...) en quantités ou en concentrations inférieures aux normes minimales fixées pour leur autorisation, doit-être réalisé hors d'atteinte de l'eau.

ARTICLE 7/ RECOMMANDATIONS APPLICABLES AUX BIENS EXISTANTS

-7.1 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Sous réserve des évolutions réglementaires suite à l'approbation du PPR

Agriculture :

- o **Travail de la terre perpendiculairement à la pente ;**
- o **Passage si possible des parcelles monocultures existantes à du multi-parcellaire avec alternance des types de culture.**
- o **Maintien ou création de bande enherbées en aval des parcelles**
- o **Restauration et maintien (entretien) des haies et du bocage**

Il est nécessaire de signaler l'existence de certaines mesures agro-environnementales qui permettent de limiter l'aléa ruissellement et coulées de boue :

Les mesures agro- (ou agri-) environnementales, ou MAE recouvre toutes les mesures mises en place dans l'union européenne dans le cadre de la PAC (Politique Agricole Commune), en contrepartie de versements aux agriculteurs volontaires. Voici quelques exemples de mesures agro-environnementales (MAE) : *restauration et maintien (entretien) des haies et du bocage, prime herbagère agri-environnementale (PHAE).*

Les CIPAN (Les Cultures Intermédiaires Pièges A Nitrates) sont extrêmement intéressantes pour limiter les phénomènes de ruissellement et coulées de boue. Les CIPAN sont des intercultures mises en place pour intercepter l'azote minéralisé pendant l'été dans le sol, ainsi l'implantation d'une culture intermédiaire qui couvre le sol à l'automne est une stratégie intéressante sur le plan environnemental en limitant les phénomènes d'érosion. Les CIPAN peuvent être mises en place soit suite à la directive nitrate soit dans le cadre de CAD (Contrat d'Agriculture Durable).

Aménagements envisageables :

- o **Ouvrages publics : Création de digues, de haies, de bassins de stockage des matériaux en travers des axes d'écoulement ;**
- o **Créations de bassins de stockage des eaux et des matériaux en amont des villages ou d'ouvrage de type RTM (rétention et dissipation de l'énergie), et quand cela est possible la réalisation d'espaces tampons (bande enherbée, haie... dans les talwegs par exemple) ;**
- o **Gestion des eaux de ruissellement en privilégiant la définition de parcours à moindre dommage dans les zones urbanisées ;**
- o **Adapter le réseau de collecte des eaux pluviales aux aménagements ;**
- o **Maîtriser l'imperméabilisation des terrains.**
- o **Réflexion dans les aménagements fonciers.**
- o **Maintien ou création de bandes enherbées le long des chemins ou routes.**

Entretien :

o Pour les communes concernées, veiller à un entretien régulier des ouvrages de protection existants par un maître d'ouvrage pérenne public ou privé.

Recommandations concernant les constructions existantes

o Renforcement des structures ou mise en place de déflecteurs protégeant le bâtiment (sous réserve de ne pas aggraver le risque pour le voisinage).

o Rendre étanches les ouvertures existantes situées à moins de 0,30 m du TN et orientées du côté des vecteurs de ruissellement.

o De manière générale, se situer à 0,60 m ou 0,30 m au-dessus du TN (selon le niveau d'aléa) pour la construction du premier plancher.

-7.2 RECOMMANDATIONS APPLICABLES EN ZONE BLANCHE :

Afin de ne pas aggraver les risques en aval, et conformément à l'article L2224-10 du code général des collectivités territoriales et à la loi sur l'eau, il convient de **maîtriser l'imperméabilisation des sols**, maîtriser les phénomènes de ruissellement (en milieu urbain comme en milieu rural) par une bonne gestion des eaux pluviales (infiltration, rétention...) **et de maintenir les zones humides**.

-7.3 EFFETS NATURELS POSITIFS DES FORÊTS SUR L'EAU :

Il convient d'insister sur la nécessité de préserver les forêts qui jouent un rôle primordial vis à vis de l'eau. C'est notamment le cas des boisements qui vont limiter le ruissellement, mais aussi atténuer les phénomènes d'érosion, limiter les impacts des débordements de cours d'eau et favoriser la qualité de l'eau par prélèvement racinaire des nitrates, phosphates, matières en suspension et autres polluants.

Cette recommandation s'applique aux zones directement exposées au risque d'inondation mais également à la zone blanche.